

Sur les « états généraux » de l’Outre Mer

dimanche 26 avril 2009, par [DOMOTA Elie](#), [LKP](#), [NPA / NPA l’Anticapitaliste](#) (Date de rédaction antérieure : 22 avril 2009).

Sommaire

- [Déclaration du LKP à propos](#)
- [Le LKP sur les « Etats Générau](#)
- [Toutes les décisions qui \(...\)](#)
- [La mascarade des états générau](#)

Déclaration du LKP à propos des « états généraux »

C’est la grève générale et le mouvement populaire historique des journées de Décembre, Janvier, Février et Mars 2009 kont pwofitasyon qui a conduit l’État Français à organiser leurs dits « états généraux » en Guadeloupe, avec l’arrière pensée de briser la dynamique LKP.

LKP déclare : Pon « états généraux » ne peut être dicté au Peuple Guadeloupéen.

C’est :

- De paris que M. Sarkozy a lancé ses « états généraux.
- De Paris que M. Sarkozy a désigné son coordinateur central.
- De Paris que M. Sarkozy a désigné ses personnalités référents.
- De Paris que M. Sarkozy a établi le mode de fonctionnement de ses états généraux, y compris dans les détails (ateliers, sujets, chefs d’atelier, calendrier, etc.)
- De Paris... ou plutôt... à Paris que se fera la synthèse de ces discussions de salon !

LKP refuse d’être la caution sociale, économique, politique et culturelle de Monsieur Sarkozy et de ses relais en Guadeloupe. Yo ja désidé biten a yo.

Nous déclarons que les « états généraux » du Peuple Guadeloupéen ont débuté depuis le 5 décembre 2008, que la plate- forme de revendications en 146 points et dix thèmes constituent le début du vaste chantier sur l’état des lieux, le diagnostic de notre société en mal-développement, caractérisée par des inégalités basées sur une pwofitasyon qui perdure depuis plus de quatre cent ans. Après les avancées sociales arrachées de haute lutte par plus que 44 jours de mobilisation de masse dans les rues, un immense espoir de changement s’est levé chez les Travailleurs et le Peuple de Guadeloupe.

LKP entend concevoir avec le Peuple en mouvement de nouveaux rapports économiques et sociaux, pour passer d’une économie de plantation d’import-distribution à une économie de production tournée prioritairement vers la satisfaction des besoins du Peuple Guadeloupéen.

Une Guadeloupe avec des femmes et des hommes capables d’inventer une nouvelle société.

Aussi, nous devons notamment, avancer vers l’autosuffisance alimentaire, œuvrer pour le plein

emploi, assurer la justice fiscale, protéger notre environnement, promouvoir un système d'éducation et de formation répondant aux besoins de la jeunesse, de son épanouissement et continuer à affirmer notre identité culturelle.

Nous devons favoriser une réelle expression démocratique de tous les Guadeloupéens, respectant le droit du Peuple Guadeloupéen à se donner la forme et le calendrier d'émancipation qu'il désire.

Seule la poursuite des luttes de masse, conduite par la classe des travailleurs conscients et organisés, fondée sur un programme né de ses propres besoins, aspirations et revendications pourra répondre aux espérances du Peuple.

Ce combat ne peut être mené victorieusement sans la participation de l'ensemble de la jeunesse et du Peuple. LKP se situe résolument dans cette logique.

ANNOU SANBLÉ pour nos propres revendications et aspirations.

La Gwadeloup sé tannou,

La Gwadeloup sépa ta yo ;

Yo péké fè sa yo vlé

Adan péyi annou

LKP, Manten, 04.04.09, lundi 6 avril 2009

Le LKP sur les « Etats Généraux » en Guadeloupe...

Bonswa pèp Gwadeloup,

Nous sommes bien contents de nous retrouver, et surtout nous sommes bien contents que l'Etat et les patrons nous donnent l'occasion de nous retrouver. Car si nous sommes ici ce soir, c'est aussi parce que il y a aujourd'hui entre 44 et 45 grèves en Guadeloupe . Nou pa konpwann - on ?! Nous revenons de 44 jours de mobilisations, la grève générale a été suspendue... et il y a 44 ou 45 entreprises en grève ; et il y des grèves qui éclatent chaque jour !

Et c'est dans un tel contexte qu'ils ont dit et annoncé la semaine dernière qu'ils allaient faire des Etats-Généraux ! [1] Et dès lors pas mal d'individus ont fait leur apparition, pas mal de gens qui n'ont jamais honte. Car à chaque fois que l'Etat français dit « A table ! », eh ben il y a beaucoup qui courent s'asseoir.

Ils ignorent ce qu'il y a au menu, ils ne savent pas qui a cuit le repas, ils ignorent le nom des invités et des convives... mais ils sont là, assis à table !

Nous ne serons pas très long sur ce chapitre... nous n'avons pas encore pris de décision. car c'est samedi matin que le LKP se réunira pour prendre une décision et dire ce qu'on en pense de ces

Etats-Généraux. Mais à titre personnel je tiens déjà à dire que je ne mange pas n'importe quel manger, même si j'ai faim ; et que je ne m'assieds pas à table avec n'importe qui.

Car il faut bien comprendre ce qui se passe et ce qui est en jeu, camarades. Pendant 44 jours, le peuple de Guadeloupe a fait les Etats-Généraux : nous avons posé des questions, nous monté nous désann (nous avons longuement marché) ; le peuple de Guadeloupe a dit ce dont il a envie et besoin, ce dont il ne veut pas ! Et pourtant, misy SARKOZY la a tout bonnement décidé de faire faire ses Etats-Généraux et nous a dit : voilà les thèmes que j'ai choisi pour vous !

La nouvelle gouvernance, les modifications statutaires, les évolutions administratives et patiti local et patata national...

Puis on nous a dit : la formation des prix... Puis on nous a parlé de la rénovation du dialogue social... Ils ont donc inventé toute une série de choses pour nous et dit en substance : puisque vous protestez, voilà ce que nous allons faire !

Et ils ont alors cherché en tout premier lieu à casser le LKP ! Comment ?!

L'UGTG, la CGTG, la CTU, FO et la CFDT (5 organisations syndicales membres du LKP) ont reçu une lettre du sous préfet de Basse-Terre, M. Gautier nous disant que le préfet SAMUEL en charge des Etats-Généraux nous invitait à une réunion le vendredi 20 mars à 14H00. Point ! L'UGTG a reçu cette convocation pour 14H00, FO en a reçu une pour 14H45, la CGTG pour 15H30... Enfin, tous les 45 minutes, chaque organisation était reçue pour une « audition ».

Ils ont fait la même chose avec les partis politiques : UMP, PS, GUSR...

LKP et le peuple de Gwadeloup ont posé des problèmes ; mais ce qu'ils cherchent à faire aujourd'hui c'est de casser la légitimité du peuple et de casser la légitimité du LKP !

A réception de ce courrier nous nous sommes dit qu'il y avait un sérieux problème. Comment ces messieurs pouvaient nous appeler à une rencontre et pas les autres ?! Nous avons donc décidé de ne pas nous y rendre !

En ne nous voyant pas, SAMUEL et DESFORGES (actuel préfet de Guadeloupe) nous ont alors appelé. Nous lui avons dit qu'il y avait un problème : nous avons reçu nous convoquant à une réunion à 14H00. Point. Nous n'allons pas à des réunions de la sorte ! Nous ne souffrons pas de réunonite ! Lorsque nous recevons un courrier nous invitant à une réunion, il faut pour que nous nous déplacions que nous sachions au moins qui a convoqué, sur quoi et pour quoi.

Et nous avons dit à SAMUEL que si justement ils avaient un minimum de respect pour le peuple guadeloupéen, ils nous auraient adressé un véritable courrier nous disant qui il était (lui SAMUEL), qui l'accompagnait, qui l'avait missionné, dans quel cadre et pour faire quoi, et ce que c'est que les Etats-Généraux... ! De nous l'expliquer avant que nous ne venions à une réunion en petit comité !!!

Sa réponse a été de nous que oui, il était d'accord pour recevoir le LKP mais que malheureusement il ne le pourrait pas car il s'en allait en Martinique avec JEGO ! Et qu'il allait demander au préfet (pourtant assis à ses côtés lors de l'échange téléphonique) de nous écrire et de nous recevoir si nous le souhaitions !

Le préfet nous a donc adressé un courrier samedi dernier (28 mars 2009) nous disant ce qu'étaient que les Etats-Généraux, qu'il y avait 8 thèmes, et nous indiquant qu'il était prêt à nous recevoir lorsque nous le souhaitions.

Nous lui avons répondu que nous lui ferions connaître notre position la semaine prochaine... Puisque

c'est samedi que nous analyserons la situation.

Mais en attendant, comment peut-on comprendre qu'après tant de problèmes soulevés par nous, qu'avec tous les problèmes qui se posent en Guadeloupe aujourd'hui, on puisse trouver des Guadeloupéens pour aller s'asseoir dans des ateliers des Etats-Généraux et qui souhaitent faire des Etats-Généraux en 10 JOURS ! Car c'est exactement ce qu'ils font !

Ils ont prévu de se rassembler la semaine prochaine entre eux pour savoir ce qui se passe en Guadeloupe ! Puis la semaine du 13 ils comptent dresser un état des lieux ! Ils comptent discuter entre eux et après, mòso SARKOZY la (le fier à bras de SARKOZY) viendra dans la semaine du 20 avril 2009 pour ouvrir officiellement les Etats-Généraux et pour faire des consultations publiques ! Et cela s'achèvera à la dernière semaine du mois de mai... puisque les élections européennes vont démarrer après. Et lorsqu'il y a des élections européennes, il ne doit rien y avoir d'autre, puisqu'on est précisément en période électorale. Cà, nous le savons tous.

Cela signifie qu'en 10 JOURS (avec Pâques, 1^{er} Mai, 8 Mai) ils vont faire les Etats-Généraux de la Guadeloupe : la plus grande consultation du peuple dans l'histoire de la Guadeloupe, qui n'a jamais encore eu lieu et qui décidera de l'avenir de ce peuple. En 10 JOURS !!! Voilà ce qu'ils nous proposent !!!

Et bien évidemment, on entend deux ou trois venir nous dire : Ah oui, c'est une chance historique ! Il faut la saisir ! Il ne faut pas que vous pratiquiez la politique de la chaise vide, sinon on dira de vous que vous n'êtes qu'une bande de voyous !...

Comme l'affirme aujourd'hui Patrick KARAM qui a couillonné les Martiniquais, Guadeloupéens et Guyanais du temps où il était président du Collectif DOM. Aujourd'hui plus personne ne veut ni entendre parler ni même le voir, même pas en photo ! Il a dans cette interview dit qu'il connaît l'UGTG et qu'effectivement il avait eu l'occasion de venir à notre local. Mais nous lui disons, de ne plus jamais y foutre les pieds ! Et que si jamais il s'aventurait à gravir les 48 marches qui conduisent à notre local, il aurait à les redescendre la tête en avant ! Car nous ne fréquentons ni les minables ni les dirigonflistes (opportunistes qui vont à la soupe) ! [2]

Tout cela pour dire qu'il suffit à l'Etat de sonner la cloche du repas pour trouver des gens qui vont s'asseoir là et qui nous disent : Non, non, c'est une chance historique, il faut y venir !

samedi 4 avril 2009

Toutes les décisions qui vont être arrêtées dans les Etats-Généraux sont déjà prises !

Camarades, il nous suffit de prendre un un exemple : Il y a un chantier [atelier] dirigé par le président du Conseil Economique & Social Régional (CESR), Misyé Jocelyn JALTON ! [3] Le nom de cet atelier est : « La rénovation du dialogue social & la formation professionnelle ». Deux thèmes qui déjà ne vont pas du tout ensemble ! Mais c'est bien évidemment un traquenard.

Car tout le monde sait que la formation professionnelle est une question pour laquelle se battent toutes les organisations, et particulièrement les organisations syndicales, membres du LKP... Mais comme ils veulent à tout prix nous enchaîner dans le dialogue social, ils ont fait le choix de nous

inviter à parler de la formation professionnelle pour tenter de nous brèche (hameçonner). Utiliser donc le thème de la formation professionnelle comme appât pour faire avancer le dialogue social...

Et comme depuis 4 ans ils nous proposent de créer une Association de Promotion du Dialogue Social [4] ... Ils veulent voir comment ils arrivent à casser les grèves ici ; comme ils l'ont fait en Martinique, tout en sachant qu'il n'y a jamais eu autant de licenciements en Martinique que depuis la création de cette association...

la deuxième chose qu'ils veulent mettre en place c'est un Institut Régional du Travail

Et la troisième chose qu'ils entendent créer c'est, là aussi comme en Martinique, une Agence Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail ... Ainsi en cas de problème dans une entreprise, les salariés, point besoin de faire grève, point besoin de syndicat : il suffirait de saisir l'ARACT, qui viendra faire une médiation dans l'entreprise. Plus besoin de syndicat, finissons en avec cette culture syndicale et de la grève...

Voilà ce qu'ils veulent faire, voilà leur conception du Dialogue social ! C'est cela que cet atelier est chargé de prendre comme décision : La création d'un IRT, d'une APDS, et d'une ARACT !

Leur invitation aux syndicats, aux travailleurs et au peuple de Guadeloupe ne vise qu'à légitimer leurs décisions ! Afin qu'ils puissent dire : vous étiez là ! Et pour le cas où vous veniez à dire demain que vous n'êtes pas d'accord... Les conclusions écrites de leurs synthèses, ateliers et chantiers commenceront par la phrase suivante : « Les participants - noms des participants - ont décidé de... » ! Vous n'étiez peut-être pas d'accord, mais vous étiez là !

Voilà leur manière de fonctionner ! Car bien évidemment ils nous prennent pour des couillons, car bien évidemment ils prennent les Guadeloupéens pour un peuple d'imbéciles ! Car ces gens là fonctionnent selon le même principe que celui dicté par un de nos proverbes : Kon malpwop ki vwè térinn nèf ! (excités comme les malpropres à la vue d'une bassine neuve). C'est exactement ce qui se passe !

C'est pourquoi nous profitons pour lancer un appel à tous ces gens aussi afin de leur dire : Essayons de nous respecter un tant soit peu ! Essayons d'avoir au moins un minimum de respect envers les Guadeloupéens ! Cessons de nous précipiter toutes les fois où on nous donne à manger ! Cuisons nous même notre repas ! Aimons un peu notre pays ! Décidons ensemble de ce qu'il faut à notre pays ! Car il est inadmissible que l'on veuille de nouveau décider pour nous ! Car ce qu'il y a d'important c'est ce dont nous nous avons envie ; et non pas ce dont les autres ont envie pour nous !

Et à ceux qui seraient tentés de dire qu'il y aura du désordre, nous tenons à les rassurer : il n'y aura jamais plus de bordel qu'il n'y en a eu hier et aujourd'hui, car ce pays il y a longtemps qu'il est en bordel ! Et c'est à nous précisément de le remettre bien !

Intervention faite par Elie Domota au mmeeting du 2 avril à Point à Pitre.

La mascarade des états généraux de l'Outre Mer

Communiqué NPA

Le secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo, a lancé officiellement mercredi le volet métropolitain des Etats généraux de l'outre-mer, au côté de la ministre de l'Intérieur, Michèle Alliot-Marie.

Tous les deux s'en sont pris violemment aux Collectifs de lutte que se sont donnés les travailleurs de la Réunion, de la Martinique et de la Guadeloupe, et tout particulièrement à Elie Domota, le porte-parole du LKP.

Il est vrai que sans la participation du LKP de Guadeloupe, du Collectif du 5 février en Martinique et du COSPAR à la Réunion ces « états généraux » voulus par Nicolas Sarkozy apparaissent pour ce qu'ils sont : une mascarade destinée à masquer la volonté de perpétuer la domination coloniale sur les peuples des DOM-TOM

Michèle Alliot-Marie s'est étonnée pour sa part d'entendre « certains dire qu'il y a des décisions déjà prises ». C'est pourtant la stricte vérité : à preuve, l'adoption rapide par le Parlement de la loi sur le « développement économiques des outre mers » (en souffrance depuis deux ans) à la veille de l'ouverture des « états généraux ». A preuve également, le fait que l'ordre du jour des ateliers préparatoires et leurs responsables aient été désignés par le gouvernement, ainsi que le pilote, le Préfet de l'Eure Richard Samuel

Le NPA, solidaire des luttes des peuples des DOM-TOM, apporte son soutien au le LKP, au Collectif du 5 février, au COSPAR et à leurs responsables.

Montreuil, le mercredi 22 avril 2009
